



# REVUE DE PRESSE

## DE LA CTRF

NUMERO 02 ET 03 / 2016

# LIBERTE

03/02/2016

## LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

### La Commission européenne propose un plan

La Commission européenne a lancé hier, mardi, un plan pour renforcer la lutte contre le financement du terrorisme. Ce *“plan d'action”*, qui comprend deux volets, sera présenté par le vice-président de la Commission, le Letton Valdis Dombrovskis, aux 28 membres, réunis hier à Strasbourg (est de la France).

Le premier a pour objectif d'assécher les sources de financement. *“C'est une opération très compliquée car il faut agir en dehors de l'Union européenne (UE) sur des sujets comme le commerce illicite de pétrole, le vol des banques, les enlèvements et les prises d'otage, le trafic d'oeuvres d'art”*, a déclaré le vice-président de la Commission européenne, le Néerlandais Frans Timmermans, dans un entretien au quotidien *Les Échos* paru hier. *“De nouvelles mesures sur le commerce illicite des biens culturels seront également prises”*, a-t-il indiqué. L'autre pilier a pour cible les transactions *“afin que l'argent n'arrive pas dans les poches des terroristes”*. Dans le collimateur de la Commission européenne : les cartes prépayées,

les monnaies virtuelles, qui se veulent une alternative aux cartes de paiement classiques, notamment pour ceux qui n'ont pas de compte en banque. Les cartes prépayées permettent de retirer du liquide dans les distributeurs,

de faire des achats en magasin ou en ligne, comme des cartes bancaires classiques. Mais à la différence de ces dernières, elles ne sont pas nominatives. Quant aux monnaies virtuelles — telles que le bitcoin —, elles permettent de réaliser des transactions transnationales en dehors de tout contrôle des autorités financières ou des services de renseignement, en préservant l'anonymat des différentes parties. La Commission propose donc de réduire les seuils d'anonymat.

Le *“plan d'action”* de l'UE survient dans un contexte plus global de lutte contre l'organisation terroriste autoproclamée *“État islamique”* (EI/Daech). Insi, le 17 décembre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté à l'unanimité une résolution ayant pour but de frapper les terroristes au portefeuille en tarissant leurs sources de financement. La résolution, mise au point par Washington et Moscou, demande

aux pays *“d'agir de manière énergique et décisive pour couper les fonds et autres ressources économiques”* de l'EI/Daech, dont surtout le pétrole, et pour sanctionner *“de manière plus active”* les soutiens financiers du groupe. La résolution de l'ONU constitue *“un support juridique”* pour que les pays prennent leurs dispositions. La communauté internationale doit ensuite vérifier que chaque État applique les mêmes mesures. *“Il nous faut avoir une réponse très précise juridiquement et nous assurer que nous trouvons un juste équilibre avec la garantie des droits fondamentaux au sein de l'UE”*, a estimé M. Timmermans. Les chefs d'État des principaux pays

du monde ont demandé au Groupe d'action financière (Gafi), un organisme intergouvernemental à qui revient la mission de surveillance, d'étudier les progrès réalisés dans la lutte contre le financement du terrorisme et de remettre un rapport au G20 début 2016.

**R. N./APS**

## صاحب وكالة سياحية يمنح معتمرات 16 ألف دولار لتهريبها إلى السعودية

جميلة ق.

بعض أصحاب الوكالات يستعملون الحيلة لتهريب الأموال إلى الخارج باستغلال الحجاج والمعتمرين

معتمرات من فوج نساء ورجال عددهم 25 فردا منحدرين جميعا من بلدية عين ولمان في ولاية سطيف، كانوا متجهين إلى المدينة المنورة عبورا بمطار عمان الأردنية على متن الخطوط الجوية الأردنية من أجل أداء مناسك العمرة، تحت إشراف وكالة سياحية «أومبير تور»، حيث يقود الفوج المرشد المتهم «م.ع»، هذا الأخير الذي تم استدعاؤه من أجل تقديم توضيحات على الأظرفة التي عثر عليها لدى المعتمرات اللواتي أكدن لدى مواجهتهن بمصدرها أنهن لا يعلمن بما تحتويه وأنهن تستلمنها من مرشد الفوج بالبقاع المقدسة، هذا الأخير اعترف بها وناكرا علمه بتمريرها من دون أي تصريح بها على مستوى نقطة الفرز، ليتم معاينة مخالفة عدم مراعاة التزام التصريح ومخالفة التشريع الجمركي المتعلق بتنظيم الصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، كما أكد الإمام المرشد أن مصدر المبلغ المالي المحجوز يعود لصاحب الوكالة السياحية «أومبير تور» المتهم سلمها له بواسطة سائق حافلة الذي توبع هو الآخر «الثاني» ب.ب.ب بالتهمة سالف الذكر، لعدم تقديم للمصالح المختصة أي سند بنكي يثبت مصدر المال، هذا الأخير اعتبر ما قام جد عادي على أساس وضع المبلغ في يد ابنه للتكفل بنفقات الحجز والفندق بالمدينة فور الوصول إلى البقاع المقدسة، غير أن الوكيل نوه إلى القيام بمثل هذه الأفعال يرمي إلى التهريب الضريبي وتهريب الأموال إلى الخارج بطريقة خارج الأطر القانونية، وطالب بتسليط عقوبة عامين حبسا نافذا مع غرامة مالية بقيمة المبلغ المحجوز ضد صاحب الوكالة السياحية وتغريم المرشد بنفس القيمة مع حجز المبلغ.

تابعت، أمس، محكمة الحراش مرشدا دينيا يدعى «م.ع» وصاحب وكالة سياحية «أومبير تور» المدعو «ب.ب.» فرع ولاية سطيف، المختصة في تنظيم رحلات أداء مناسك العمرة والحج بموجب إجراءات الاستدعاء المباشر، بتهمة مخالفة التشريع الجمركي المتعلق بتنظيم الصرف وحركة رؤوس الأموال من وإلى الخارج، وذلك على خلفية محاولة تهريب 16 ألف دولار أمريكي بتقسيمها إلى 2000 دولار أمريكي في أظرفة بريدية وزعت على المعتمرات المنحدرات فقط من بلدية عين ولمان بسطيف، بعد أن طلب منهن إخفاءها بملابسهن من دون علم منهن بمحتواها. ملاحقات القضية الفضيحة التي كشفت استغلال بعض الوكالات السياحية للمعتمرين لتهريب الأموال، فضحت من قبل فرقة الجمارك على مستوى المطار الدولي هواري بومدين بتاريخ 17 مارس 2015، حين حجزت ذات المصالح وبالتنسيق مع شرطة الحدود بالنفق المؤدي إلى الطائرة بعد استكمال إجراءات التسجيل وختم جوازات الخروج، لأظرفة بريدية تحتوي على مبالغ مالية تقدر بـ 2000 دولار أمريكي موزعة على 8

# LIBERTE

04/02/2016

## **CELLULE DE TRAITEMENT DU RENSEIGNEMENT FINANCIER 1 290 déclarations de soupçon par les banques en 2015**

**L**es banques ont transmis 1 290 déclarations de soupçon à la cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) en 2015, selon les statistiques publiées sur le site web de cet organe spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. *“L'augmentation du nombre de déclarations de soupçon en 2015 s'explique par le souci de certaines institutions financières de se conformer strictement à l'obligation de vigilance (recherche du nombre au lieu de la qualité). Certaines affaires signalées n'ont aucun lien avec le blanchiment d'argent”,* indique la CTRF, précisant que *“l'augmentation du nombre de déclarations de soupçon en 2015 ne signifie nullement que le nombre d'affaires de blanchiment d'argent a augmenté”*. Les banques ont transmis à la CTRF 661 déclarations de soupçon en 2014, 582 en 2013 et 558 en 2012. Depuis le démarrage des activités opérationnelles de la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) en 2005, celles-ci ont connu une montée en cadence régulière, conséquence, à la fois, des évolutions successives du dispositif juridique anti-blanchiment et des actions de sensibilisation menées pour une meilleure efficacité dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. C'est ce que souligne la CTRF qui a publié sur son site Internet des données statistiques. Le secteur bancaire occupe le premier rang en matière de fourniture du renseignement financier.

L'ensemble des informations reçues sont enregistrées dans la base de données de la CTRF, analysées, traitées et donnent lieu à une pré-enquête par la cellule, à travers des correspondances adressées dans le cadre de l'échange d'informations aux institutions nationales et éventuellement étrangères concernées. Au plan national, la CTRF affirme avoir signalé au cours de ces trois dernières

années, dans le cadre du partage d'informations et de la coordination nationale, certaines affaires aux institutions nationales concernées (Banque d'Algérie, douanes, impôts, services de sécurité). *“Le nombre de signalements est de 1 500 à ce jour”,* relève la cellule. À défaut de transmission aux autorités judiciaires, quand le traitement de l'information ne confirme pas le soupçon, les dossiers sont mis en *“attente”*. Les renseignements qu'ils contiennent alimentent la base de données de la cellule de traitement du renseignement financier, en vue d'une exploitation éventuelle ou d'une demande d'assistance. La CTRF a indiqué avoir transmis 125 affaires aux autorités judiciaires concernées, se rapportant pour la plupart aux soupçons d'infractions à la législation des changes et au mouvement de capitaux de et vers l'étranger, notamment le transfert illicite de capitaux. *“Le nombre d'affaires soumises par la CTRF à la justice est important comparativement à la région Moyen- Orient-Afrique du Nord (Mena). Il s'agit d'affaires traitées et soumises à la justice par la CTRF sur la base des déclarations de soupçons des banques et autres rapports émanant des institutions nationales concernées”,* précise la cellule.

La CTRF précise que les affaires traitées par les autorités judiciaires et sécuritaires ainsi que les administrations financières et du commerce soumises à la justice par ces dernières n'ont pas été comptabilisées, au plan statistique, par ses services, car ne relevant pas de ses compétences. *“En effet, d'autres infractions sous-jacentes au blanchiment d'argent ont été également traitées par d'autres institutions nationales”,* relève la cellule, citant, entre autres, les juridictions spécialisées compétentes en matière de crime organisé, l'administration des douanes, la Banque d'Algérie, l'administration fiscale...

La CTRF estime que le nombre d'affaires transmises à la justice par ses services *“ainsi que celles traitées par les juridictions algériennes, les services des douanes, de la Banque d'Algérie, l'administration commerce, des impôts ainsi que les services de sécurité démontrent l'efficacité du dispositif national de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme”*.

MEZIANE RABHI

2016/02/06

## مستوردون ورجال أعمال اختاروا التزوير والتصاريح الكاذبة

### إدول "آمنة" تهرب إليها أموال الجزائريين 5

القائمة شملت كلا من بريطانيا وسويسرا وإسبانيا ولبنان والإمارات

تحويل 77 مليار دينار و595 مليون بطريقة غير شرعية خلال سنة

نوار باشوش

حددت المديرية العامة للجمارك قائمة تضم 5 بلدان تهرب إليها أموال المستوردين ورجال الأعمال الجزائريين، عن طريق استعمال وثائق مزورة وتصاريح كاذبة وهي على التوالي: بريطانيا، سويسرا، إسبانيا، لبنان، والإمارات العربية المتحدة.

وكشفت مصادر مسؤولة بالمديرية العامة للرقابة اللاحقة لـ"الشروق" على هامش اللقاء الوطني لإطارات الجمارك حول استراتيجية القطاع مؤخرا، أن مصالحهم حددت قائمة لـ5 دول تمنح امتيازات جبائية لكل من يقصدها دون فرض شروط للتأكد من مصدر الأموال، وهو ما مكن عددا كبيرا من المتحايين والمستوردين من رجال أعمال وشركات وهمية من تحويل الألاف من الملايير عن طريق فتح حسابات مالية بهذه الدول.

وأضاف المسؤول ذاته، أن مهربي العملة نحو الخارج يعتمدون على أساليب وطرق جديدة وذكوية للانفلات من بين أصابع رقابة الجهات المختصة، والدليل على ذلك يقول محدثنا إن المديرية العامة للرقابة اللاحقة سجلت ارتفاعا كبيرا للمخالفات المتعلقة بتهريب رؤوس الأموال إلى الخارج خلال سنة 2015 مقارنة بسابقتها، حيث قامت الشركات الوهمية وتجار ومستثمرون محتالون بتهريب نحو 77 مليار دينار و595 مليون سننيم خلال العام الماضي، مقابل تهريب 68 مليار دينار خلال سنة 2014.

ومن خلال تتبع مسار هذه الأموال، يقول محدثنا وذلك بعد تحقيقات معمقة والتدقيق في عمليات تحويل من حساب إلى آخر، تبين أن المهربين يحوزون على حسابات مالية بـ5 دول، الإمارات العربية المتحدة إمارة دبي، أبو ظبي وكذا بيروت بلبنان وعدد من الجزر البريطانية وبعض المقاطعات في سويسرا وإسبانيا وأن مختلف التعاملات المالية المشبوهة مع هذه الدول تتم عن طريق تحويلات مالية متعددة، للهروب من الرقابة وتوظيف أموالهم في مشاريع مختلفة بهذه البلدان.

وهذا الأمر حسب المسؤول ذاته يدفع بحسب المتحدث إلى ضرورة العمل على بذل المزيد من الجهود وتحيين خطة العمل للتصدي لعصابات تهريب الأموال إلى خارج البلاد، حيث تعمل إدارة الجمارك في الوقت الحالي يقول محدثنا على فرض رقابة دائمة تستهدف من خلالها كبار المستوردين والمتعاملين الاقتصاديين الذي يستوردون كميات كبيرة من مداخل إنتاجهم.

2016/02/08

لجؤوا إلى مؤسسات مالية أجنبية بسبب تأخر "بنك الجالية

مليون حساب بأسماء جزائريين في بنوك فرنسية  
ومغربية

إيمان كيموش

قال النائب عن الجالية، سمير شعابنة، في تصريح لـ"الشروق"، إن عدد الحسابات البنكية للجزائريين في الخارج، المودعة معظمها في بنوك فرنسية وأخرى مغربية، باتت تناهز اليوم مليون حساب بنكي، مؤكدا أن بعض الجزائريين التجار في فرنسا يملك حسابين أو أكثر، في وقت لا يزال بنك الجزائر يتماطل في الترخيص بفتح فروع للبنوك الجزائرية في فرنسا وبقية الدول. وهو ما يصطلح على تسميته بـ"بنك" الجالية، مشددا على أن الملف موجود في أدرج وزارة المالية منذ سنة 2012، ولفه الغبار دون تحرك المصالح المعنية.

وأضاف المتحدث أن أبناء الجالية قادرون على المساهمة في ضخ ملايين الدولارات في خزينة الدولة سنويا، في ظل الظروف المالية الصعبة التي تعصف بالجزائر، إلا أن المشكل الذي كان ولا يزال مطروحا هو غياب قنوات رسمية لضخ هذه الأموال، ممثلة في البنوك وهو ما جعل عددا كبيرا من أبناء الجالية، الذي بات اليوم يعادل 3 ملايين شخص - بالتقريب - إذا ما تم احتساب مزدوجي الجنسية والمهاجرين غير الشرعيين، يلجؤون إلى بنوك فرنسية وأخرى مغربية، متسائلا: "كيف لأموال الجزائريين أن تساهم في إنعاش اقتصاديات هذه الدول، في وقت الذي تجابه فيه الحكومة الجزائرية أزمة البترول وتبحث عن البديل.

وأوضح شعابنة أن الجزائريين يلجؤون اليوم إلى تحويل أموالهم في ملابسهم الداخلية، وبطرق غير مشروعة، تساهم في إنعاش السوق الموازية، مشددا على أن معظم أموال "السكوار" مصدرها الجالية الجزائرية بالخارج التي لا تجد حتى مكاتب صرف لضخ مكنوزاتها، وترفض التقدم من البنوك التي تجعلها تخسر الكثير، بسبب فارق سعر الصرف بين البنك والسوق الموازية، وهو ما أوضح أنه يتناقض مع برامج الحكومة القائمة على تقنين تجارة "الدوفيز" واستقطاب رؤوس الأموال الجزائرية الموجودة في الخارج.

وأوضح شعابنة أن وزير المالية، عبد الرحمن بن خالفة، خلال اللقاء الأخير الذي جمعهم معه وبحضور وزراء الخارجية والسكن، تعهد بتسوية الوضع في أقرب الأجل، إلا أنه عاد ليقول العكس ويصرح بأن بنك الجزائر ليس مستعدا حاليا للعملية. وهو ما اعتبر الحكومة اليوم لا تعرف " :أنه يطرح العديد من التساؤلات، مشددا حتى حجم تحويلات أموال الجالية وتجهل كم من مليار يمتلكه الجزائريون في الخارج"، ذاهبا أبعد من ذلك ليصرح: "من العيب بقاء الجزائريين دون بنك في الخارج، فنحن من أقدم الجاليات في فرنسا والوحيدون الذين لا توجد لدينا بنوك وطنية.



# LIBERTE

[24/03/2016](#)

## DÉBAT SUR LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

### **80% des transactions immobilières passent par l'informel**

***Les experts restent convaincus que "tant que la devise continuera à être vendue au square Port-Saïd au vu et au su des pouvoirs publics, il sera difficile de parler d'efficacité d'aucune loi, quelle que soit sa force".***

Coincitant avec la conjoncture sécuritaire qui prévaut, actuellement, dans les pays arabes et les derniers attentats perpétrés en Europe, le débat sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme s'impose de lui-même et constitue un impératif dans les politiques à mener. D'où l'intérêt de la journée d'étude et de sensibilisation organisée conjointement, hier, à l'hôtel El Biar, par le site électronique Lkeria.com, spécialisé dans l'immobilier et piloté par Lotfi Ramdani, et l'école de formation PMS-El-Nada. De nombreuses vérités ont, en effet, été révélées lors de cette rencontre pour retenir la plus édifiante qui consiste à dire que "80% des transactions immobilières passent par l'informel". C'est, du moins, ce qui a été reconnu par M. Aouidet, en sa qualité de président de la Fédération des agences immobilières, qui a plaidé pour que "les conditions soient réunies afin que l'agent immobilier puisse pleinement jouer le rôle qui lui incombe" et sans lequel "quelle que soit la force de la loi, elle ne connaîtra aucun aboutissement sur le terrain". À la question de savoir à combien s'élève l'ampleur de ce fléau, M. Aouidet répond : "C'est un phénomène difficile à évaluer en chiffres et qui échappe à tout contrôle". Et de souligner avec force qu'"il n'existe aucune volonté réelle de l'État d'aller vers la traçabilité

*de la transaction immobilière".* D'autres experts évoqueront le problème de la non-convertibilité du dinar, de la corruption à grande échelle et surtout de la devise qui se vend au vu et au su des pouvoirs publics en toute impunité au square Port-Saïd.

### **L'avis des experts quant à la nouvelle législation : "La déclaration de soupçon est loin d'être une solution"**

La nouvelle législation algérienne en la matière a, en février dernier, sorti le pays de la liste noire établie par le Gafi (The Financial Action Task Force), mais ne permet pas pour autant d'être à l'abri de se voir "recalé" pour nonefficience de tout ce qui est prôné par l'État pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. C'est la raison pour laquelle Lotfi Ramdani a longuement insisté, lors de sa présentation, sur la pertinence de mener un travail de vulgarisation de la loi et de sensibilisation en mettant l'accent sur "l'important rôle que doivent jouer les professionnels de l'immobilier dans la lutte que mène le pays en la matière". Il reviendra, à l'occasion, sur l'évolution du cadre législatif et réglementaire et rappelle que "c'est dans ce cadre que la loi a imposé à des professionnels ciblés, dont les intermédiaires de l'immobilier, certaines obligations sous peine de s'exposer à des poursuites" en faisant référence à l'obligation de soupçon à formuler à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), à l'obligation de connaître la clientèle, d'informer et de former leur personnel et de filtrer la clientèle en se basant sur la liste des terroristes établie par les Nations unies. Mais les experts présents à la rencontre ne l'entendent pas de cette oreille et insistent sur "l'inopérance de la loi telle que formulée" en soutenant qu'"elle n'a pas tenu compte des spécificités algériennes notamment en recourant à la déclaration de soupçon". Ils ne comprennent

pas d'ailleurs *“l'adoption de tels textes lorsqu'il existe déjà d'autres canaux, à l'image de la déclaration fiscale et la Conservation foncière”*. D'autres iront plus loin en évoquant *“le risque d'étouffer l'activité”* qui connaît déjà une baisse au lieu de *“l'organiser”* et qu'il existe des préalables à ce qui s'apparente à la *“délation”* avec tout ce que cela suppose comme dérapage. Vers qui se retournera la personne blanchie par la justice en cas de soupçon infondé pour demander réparation et quelle conséquence sur le déclarant ?

Résultat des courses, pratiquement 0% de déclaration de soupçon de la part des agents immobiliers, à peine 150 de la part des banques et quelque 300 émanant d'Algérie Poste qui abrite 19 millions de comptes.

**NABILA SAÏDOUN**